

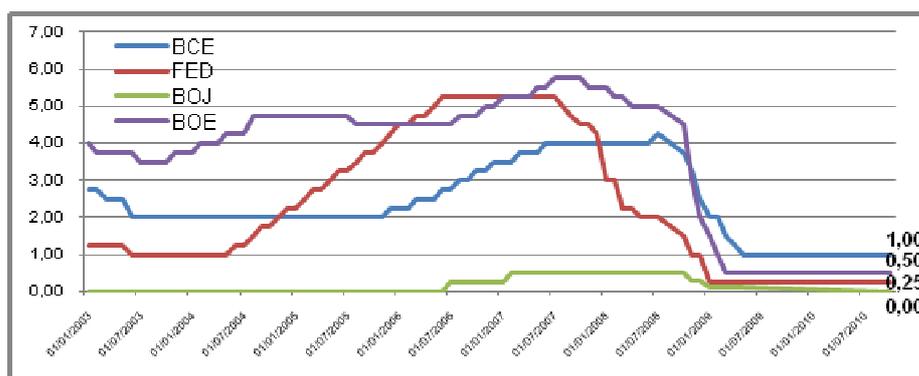
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 2 décembre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «*les données économiques récentes vont dans le sens d'une dynamique de fond positive pour la reprise, dans un contexte de forte incertitude et les tensions inflationnistes demeurent contenues à moyen terme*».

Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2,5 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 2 % en première estimation. La Fed a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB américain pour 2011 à 3 % au lieu de 3,6 %. Le programme de rachat d'obligations pour un montant de 600 milliards de dollars fait l'objet d'une revue régulière à chaque réunion du conseil des gouverneurs de la Fed (la dernière s'est tenue le 2 décembre).



PIB

Ralentissement de la croissance du PIB en Europe et en France au troisième trimestre 2010

Selon les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,4 % et de 0,5 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,2 % dans l'UE27.

Selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,4 % au troisième trimestre 2010 après 0,7 % au deuxième trimestre.

Chômage

Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et stabilité du taux de chômage au troisième trimestre 2010

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 676 800 fin octobre 2010, soit une baisse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (- 20 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 1,8 % (+ 0,3 % pour les hommes et + 3,4 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 15,3 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,3 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2010, inchangé par rapport au deuxième trimestre 2010. En incluant les DOM, il reste stable à 9,7 %.

Légère augmentation du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en octobre 2010 contre 10 % en septembre. Il était de 9,9 % en octobre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en octobre 2010. Il était de 9,4 % en octobre 2009.

Inflation

Légère hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en octobre 2010 ; sur un an, il croît de 1,5 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,8 %.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,9 % en novembre 2010, inchangé par rapport au mois d'octobre.

Publications au Journal Officiel de la République

Changeurs manuels ; Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme,

L'arrêté du 22 novembre 2010 relatif à l'application du titre VI du livre V du code monétaire et financier en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au Journal Officiel du 28 novembre 2010.

1 - Le titre 1^{er} concerne les dispositions de l'arrêté du 10 septembre 2009 relatives à l'activité de changeur manuel, applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

2 - Le titre II porte sur les dispositions de l'arrêté du 2 septembre 2009 relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et est applicable à Wallis-et-Futuna.

Pour mémoire, l'arrêté du 2 septembre 2009 pris en application de l'article R. 561-12 du code monétaire et financier définit des éléments d'information liés à la connaissance du client et de la relation d'affaires aux fins d'évaluation de risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Publications

Fédération bancaire française (FBF)

Quelle garantie pour vos dépôts ? La nouvelle édition du mini-guide n° 6 de la FBF est disponible en téléchargement sur :

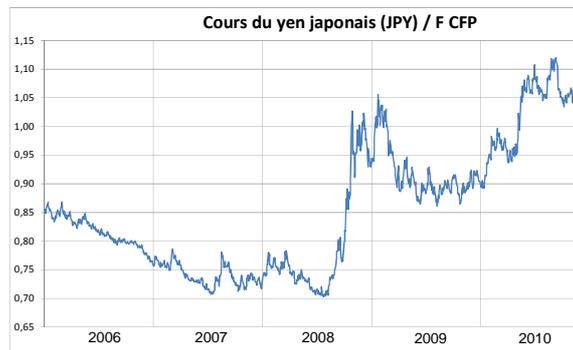
<http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S?OpenDocument>

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

Contraction de l'activité économique au Japon

Au troisième trimestre 2010, le PIB du Japon a progressé de 3,9 % en glissement annuel, tiré par la consommation des ménages. En octobre 2010, la production industrielle du Japon a baissé de 1,8 % par rapport à septembre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,6 % sur un an en octobre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5,1 % contre 5 % en septembre. En octobre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 7,8 % et de 8,7 % en glissement annuel et l'excédent commercial a progressé de 2,7 % en glissement annuel à 7,3 milliards d'euros.



La Banque centrale de Chine relève le taux des réserves obligatoires pour lutter contre la pression inflationniste

La Banque centrale de Chine a relevé le 19 novembre le taux des réserves obligatoires de 50 points de base pour le porter à 18 % afin de lutter notamment contre la pression inflationniste. En octobre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,1 % en glissement annuel contre 13,3 % en septembre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 4,4 % sur un an en octobre contre 3,6 % en septembre, soit son plus haut niveau depuis septembre 2008. Hors alimentation, l'inflation est estimée à 1,6 %. En octobre 2010, les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 25,3 % et de 22,9 % en glissement annuel. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 27,1 milliards de dollars.



La banque centrale australienne laisse inchangé son taux directeur

La banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 7 décembre, de maintenir son taux directeur à 4,75 %. L'indice des prix des matières premières calculé par la RBA a progressé de 0,9 % en novembre, après avoir baissé de 0,1 % le mois précédent. Cette hausse est imputable principalement à l'or et, dans une moindre mesure au charbon.

Le PIB australien a crû de 0,2 % au 2^e trimestre par rapport au trimestre précédent et de 2,7 % sur un an.

Au 2^e trimestre, le déficit de la balance des transactions courantes s'est réduit, atteignant 5,6 milliards de dollars australiens contre 16,5 milliards au 1^{er} trimestre.



Ralentissement de la croissance du PIB Néo-zélandais au 2^e trimestre

Le PIB néo-zélandais a progressé moins rapidement au 2^e trimestre (+0,2 % après +0,5 %), en liaison avec le ralentissement de l'activité de l'industrie manufacturière (-4 %) et du secteur agricole (-2 %). Pour la première fois depuis le dernier trimestre 2009, les exportations de biens ont reculé de 2,5 % par rapport au 2^e trimestre tandis que les importations reculaient de 3 %, permettant à la balance commerciale des biens de rester excédentaire. Le taux de chômage s'est établi au 3^e trimestre 2010 à 6,4 %, soit une baisse trimestrielle de 0,5 point. La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 9 décembre, son taux directeur à 3,0 %.



3 – Brèves économiques locales

Rencontre bilatérale Australie/Nouvelle-Calédonie

Une délégation de hauts fonctionnaires australiens est arrivée sur le territoire le 22 novembre pour deux jours de discussions avec leurs homologues calédoniens dans le but de renforcer la coopération entre les deux pays. Les échanges ont concerné notamment, les domaines du commerce, de la fiscalité, de l'enseignement, du transport aérien, de l'environnement et de la culture. Cette rencontre intervient après une première visite d'une délégation calédonienne à Canberra, en mars dernier, au cours de laquelle des déclarations d'intentions avaient été signées. Dans cette même optique de renforcement de la coopération de la Nouvelle-Calédonie avec ses voisins proches, Philippe Gomès, président du gouvernement, a annoncé le déplacement prochain d'une délégation calédonienne en Nouvelle-Zélande.

Premier point d'étape sur la mise en œuvre de l'accord de médiation sur les tarifs bancaires, de juillet 2010

Le nouveau Haut-commissaire, Albert DUPUY, a rencontré, le 24 novembre, les représentants des banques locales et de l'IEOM, dans le cadre d'une réunion consacrée au suivi de l'accord de médiation sur les tarifs bancaires, signé entre l'État et les banques le 9 juillet dernier, suite à la concertation souhaitée par la Ministre de l'Économie, Mme Christine LAGARDE.

Un premier bilan des engagements pris tant par l'État que par les banques, à titre individuel ou collectif, fait ressortir qu'ils ont été respectés à 90 %, trois mois seulement après la signature de l'accord. Parmi les réalisations de l'État, figure la création d'un Observatoire des tarifs bancaires des COM du Pacifique dont les premiers résultats ont été publiés par l'IEOM le 12 août (Nouvelle-Calédonie seule) puis le 5 novembre 2010 (ensemble des COM du Pacifique) <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/observatoire-des-tarifs-bancaires-125/>.

Les engagements en attente concernent notamment :

- Pour l'État, l'extension au territoire des dispositions nationales encadrant certains tarifs bancaires et issues du Code de la consommation (plafonnement des frais pour remboursement anticipé par exemple) ;
- Pour les banques, la mise en place d'un service de mobilité bancaire et l'harmonisation des libellés de leurs services.

Aménagement de la réforme de la défiscalisation pour les territoires Français du Pacifique

La Commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, le mardi 9 novembre, un amendement limitant le « coup de rabot fiscal » sur la défiscalisation en faveur de l'investissement productif et du logement intermédiaire. Le projet de loi initial prévoyait, en effet, que le crédit d'impôt pour les particuliers serait réduit de 5 points, passant de 50 % à 45 %. Il sera finalement, grâce à cet amendement, limité à 48 %.

Les économies pour l'État, initialement envisagées à hauteur de 70 millions d'euros, seront ramenées en définitive à 28 millions. Les trois collectivités d'Outre-Mer disposeront également d'une version plus favorable du dispositif de défiscalisation « Scellier » en faveur du logement intermédiaire, créé en métropole en 2008, qui permet de déduire de ses impôts 22,5 % (et non plus 25 % avant le « coup de rabot ») du coût d'achat d'un appartement. Le nouveau dispositif pour le Pacifique réduit la durée de mise en location à 5 ans, au lieu de 9 en métropole.

Actualités du nickel

Le quatrième et dernier chargement de modules de l'usine du Nord, est arrivé au port de Vavouto en provenance de Chine, le 17 novembre dernier.

La quatrième conférence internationale du nickel s'est déroulée à Nouméa, du 15 au 19 novembre. Elle a été l'occasion, pour les différents acteurs et experts du secteur, de se rencontrer et de confronter leurs analyses. Leurs prévisions concernant l'évolution du marché et des prix sont, dans leur ensemble, favorables, au moins pour les dix prochaines années. Les nouveaux projets d'usines, sont en effet peu nombreux, au regard de la demande croissante de métal pour l'Inde et la Chine, cette dernière ne disposant pas de nickel dans son sous-sol.

Un accord prévoyant la vente d'un minimum de 4 000 tonnes d'hydroxyde de nickel, produit intermédiaire de nickel et de cobalt produit par l'usine du Sud, a été signé entre Queensland Nickel Pty Ltd (QNPL) et Vale NC. Ce produit semi-fini devrait commencer à être exporté au cours du mois de décembre à destination de l'usine hydrométallurgique de Yabulu, déjà destinataire de la production de minerai des petits mineurs de la côte Est du territoire. D'autres clients seraient intéressés, dont la SLN à moyen terme, après la réalisation d'investissements nécessaires à la transformation de ce produit.

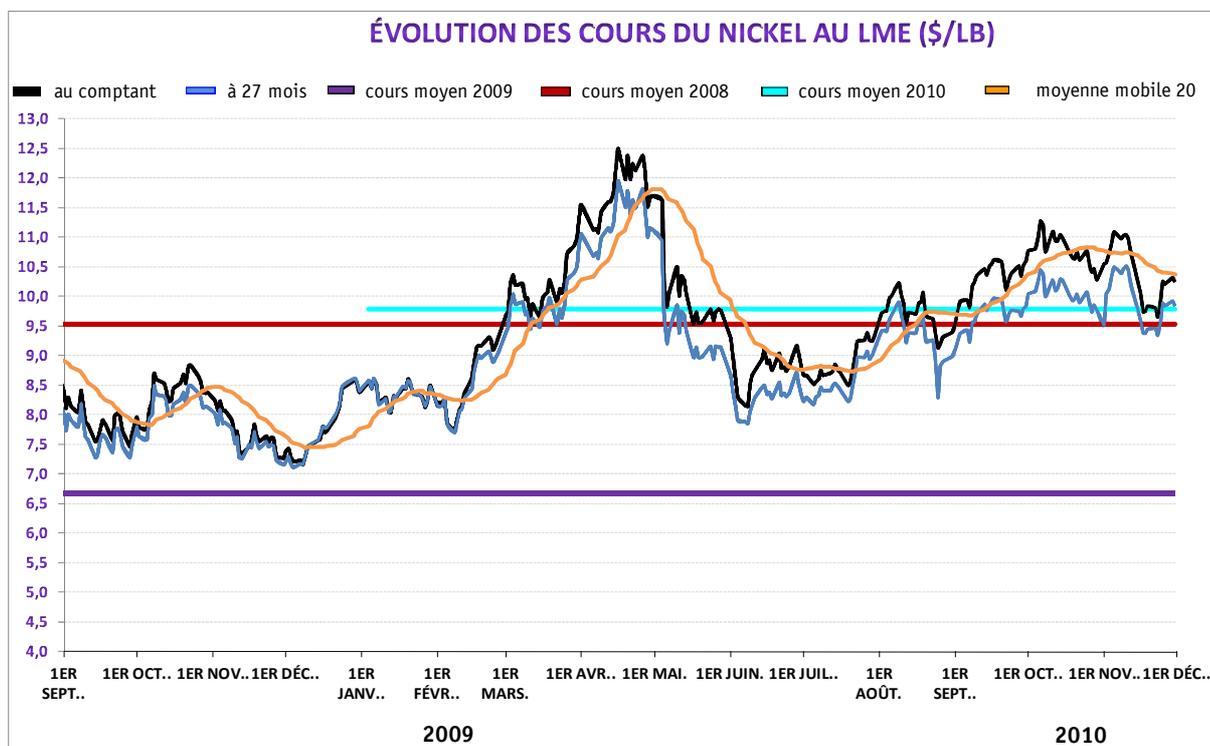
Décès de Jacques Lafleur

Personnalité et acteur majeur de la scène politique et économique ainsi que de l'histoire calédonienne de ces 30 dernières années, l'ancien député Jacques Lafleur s'est éteint le samedi 4 décembre en Australie, à l'âge de 78 ans. Il a été, avec Jean-Marie Tjibaou, un des principaux artisans et signataire des accords de Matignon de juin 1988, puis de Nouméa en mai 1998. La célèbre poignée de main entre ces deux adversaires politiques, au terme de la signature des accords de Matignon, avait été et reste un symbole fort, ayant contribué à la réconciliation des communautés calédoniennes, ouvrant ainsi une période durable de paix et de dialogue.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		nov.-10	135,5	-0,1%	2,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-10	6 602	-5,4%	-7,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	oct.-10	9 337	-1,6%	23,3%
	cumulées	oct.-10	99 444	-	47,5%
Importations	mensuelles	oct.-10	23 490	-40,9%	15,4%
	cumulées	oct.-10	232 852	-	28,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		nov.-10	10,39	-3,8%	34,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		nov.-10	909,24	-1,9%	47,5%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-10	429	23,5%	3,1%
	cumulées	oct.-10	3 525	-	33,4%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	oct.-10	4 499	-2,8%	34,7%
	cumulées	oct.-10	46 095	-	7,6%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	oct.-10	11 041	11,7%	20,9%
	cumulés	oct.-10	79 000	-	-3,6%
• Nuitées	mensuels	sept.-10	44 117	3,9%	-4,7%
	cumulés	sept.-10	382 158	-	-11,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-10	61,20%	+ 5,4 pts	+ 2,3 pts
• Croisiéristes	cumulés	oct.-10	147 756	-	34,8%
BTP					
• Ventés totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	nov.-10	13 773	-0,7%	17,1%
	cumulées	nov.-10	148 645	-	15,4%
• Index BT 21 (p)		oct.-10	133,32	-0,2%	2,4%
• IRL (p)		oct.-10	108,98	0,2%	0,0%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-10	0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	oct.-10	737	-	-31,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-10	0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	oct.-10	1 011	-	-23,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-10	582	5,6%	-15,0%
	cumulées	oct.-10	6 063	-	0,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-08	oct.-09	oct.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 491	12 961	14 002	3,8%	8,0%
Dépôts à vue	167 053	190 346	216 794	13,9%	13,9%
Total M1	179 544	203 307	230 796	13,2%	13,5%
M2-M1	71 839	87 220	89 452	21,4%	2,6%
Total M3	404 155	433 384	488 800	7,2%	12,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-08	sept.-09	sept.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	333 030	364 064	394 904	9,3%	8,5%
Ménages (p)	295 374	317 175	349 717	7,4%	10,3%
Collectivités locales (p)	38 913	35 134	52 605	-9,7%	49,7%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	10 082	9 985	3 964	-1,0%	-60,3%
Total encours sain (p)	677 399	726 359	801 191	7,2%	10,3%
Créances douteuses brutes (p)	14 676	15 040	16 420	2,5%	9,2%
Total encours brut (p)	692 075	741 398	817 611	7,1%	10,3%

(p) : Chiffres provisoires

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	nov.-10	1 416	-7,8%	-12,3%
	cumulés	nov.-10	18 777	-	0,5%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	nov.-10	200	-2,9%	28,8%
	cumulés	nov.-10	1 909	-	12,4%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

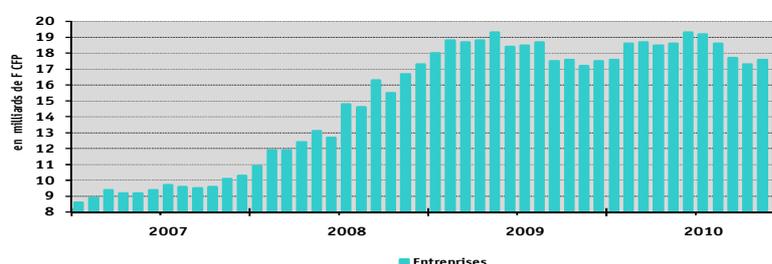
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	nov.-10	6 215	-1,3%	4,0%
	dont personnes physiques	nov.-10	5 543	-1,1%	4,0%
	dont personnes morales	nov.-10	672	-2,7%	3,9%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	nov.-10	8 030	3,3%	5,5%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-10	3 469	6,0%	16,6%	

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	nov.-10	17,6	1,4%	2,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	nov	131,7	135,5	2,9
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	48 010	51 842	8,0%
	dont nb d'entreprises individuelles (a)			
créations d'entreprises	sept	41 906	45 581	8,8%
cessations d'entreprises (p)	sept	3 490	3 947	13,1%
liquidations judiciaires (nb)	sept	1 867	1 776	-4,9%
redressements judiciaires (nb)	sept	68	110	61,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept	61	60	-1,6%
ventes de ciment local (tonnes)	nov	647	672	3,9%
importations ciment (tonnes)	nov	127 053	147 881	16,4%
total ciment (tonnes)	nov	1 712	764	-55,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	nov	128 765	148 645	15,4%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	20 808	26 004	25,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	8 306	8 117	-2,3%
	oct	3 298	3 587	8,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	82 489	84 886	2,9%
dont secteur privé	juin	58 797	60 920	3,6%
dont secteur public	juin	23 692	23 966	1,2%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	7 120	6 602	-7,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 143	7 564	5,9%
chômeurs indemnisés	oct	1 823	1 770	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	nov	742,4	781,1	5,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	nov	5 328	5 543	4,0%
décisions retraits cartes bancaires	nov	1 699	1 909	12,4%
incidents paiements sur chèques	nov	18 677	18 777	0,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	oct	6 034	6 063	0,5%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	13 636	15 271	12,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	19 262	21 489	11,6%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	10 673	12 006	12,5%
Echanges				
nombre de touristes	oct	81 911	79 000	-3,6%
nombre de croisiéristes	oct	109 638	147 756	34,8%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	sept	57,2%	54,8%	-2,4pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	6,54	9,79	49,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	7,70	10,39	34,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	2 642	3 525	33,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	10 648	20 186	89,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	42 820	46 095	7,6%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	49 889	73 911	48,1%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	1079	737	-31,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 317	1 011	-23,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	61 855	95 109	53,8%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	92%	96%	3,91pt
total des importations (M FCFP)	oct	181 351	232 852	28,4%
total des exportations (M FCFP)	oct	67 432	99 444	47,5%
taux de couverture	oct	37,18%	42,71%	5,5pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	37 098	40 965	10,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	oct	190 346	216 794	13,9%
M1	oct	203 307	230 796	13,5%
M2	oct	290 527	320 248	10,2%
Dépôts à termes	oct	142 490	168 393	18,2%
M3	oct	433 384	488 800	12,8%
P1	oct	4 130	3 982	-3,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31%	4,75%	-0,57 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03%	17,91%	0,88 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	741 398	817 611	10,3%
Ménages	sept	317 175	349 717	10,3%
dont crédits à la consommation	sept	65 236	67 671	3,7%
dont crédits à l'habitat	sept	250 726	277 786	10,8%
Entreprises	sept	364 064	394 904	8,5%
dont crédits d'exploitation	sept	76 084	71 592	-5,9%
dont crédits d'investissement	sept	201 075	214 814	6,8%
dont crédits à la construction	sept	79 611	99 471	24,9%
Collectivités locales	sept	35 134	52 605	49,7%
dont d'investissement	sept	31 421	44 672	42,2%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	9 985	3 964	-60,3%
créances douteuses brutes	sept	15 040	16 420	9,2%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	2,0%	-0,02 pt
ensemble des actifs financiers	sept	527 346	591 988	12,3%
Ménages	sept	297 045	311 563	4,9%
Sociétés	sept	158 490	194 595	22,8%
Autres agents	sept	71 812	85 830	19,5%
dont assurances-vie	sept	81 162	85 935	5,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,30% à 5,75% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire	
	30/11/2010	28/10/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux	date d'effet
EONIA	0,5390%	0,7850%	- 0,246 pt	0,4100%	+ 0,129 pt	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,8100%	0,8470%	- 0,037 pt	0,4530%	+ 0,357 pt	8,23%	31/03/2010
EURIBOR 3 mois	1,0280%	1,0450%	- 0,017 pt	0,7000%	+ 0,328 pt		
EURIBOR 6 mois	1,2600%	1,2670%	- 0,007 pt	0,9940%	+ 0,266 pt		
EURIBOR 12 mois	1,5300%	1,5380%	- 0,008 pt	1,2480%	+ 0,282 pt		

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						taux d'intérêt légal	
	30/11/2010	28/10/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux	JORF
TEMPE	0,5777%	0,6967%	- 0,119 pt	0,3476%	+ 0,191 pt	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 1 mois	0,8330%	0,7830%	+ 0,050 pt	0,4790%	+ 0,354 pt	3,79%	11/02/2009
EURIBOR 3 mois	1,0420%	0,9970%	+ 0,045 pt	0,7120%	+ 0,330 pt		
EURIBOR 6 mois	1,2690%	1,2240%	+ 0,045 pt	0,9950%	+ 0,274 pt		
EURIBOR 12 mois	1,5400%	1,4960%	+ 0,044 pt	1,2420%	+ 0,298 pt		
TMO	3,2500%	3,0200%	+ 0,230 pt	3,7400%	- 0,490 pt		
TME	3,0500%	2,8200%	+ 0,230 pt	3,5400%	- 0,490 pt		
TRBOSP	3,3700%	3,1600%	+ 0,210 pt	3,7600%	- 0,390 pt		

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

évolution des taux d'intérêt en fin de mois

devise	USD			JPY			GBP		
	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009
taux JJ	0,250%	0,300%	0,145%	0,140%	0,095%	0,430%	0,500%	0,530%	0,465%
3 mois	0,435%	0,405%	0,375%	0,350%	0,150%	0,305%	0,800%	0,900%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,790%	2,690%	3,840%	1,180%	0,900%	nd	3,240%	3,140%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,05%
Prêts à taux fixe	5,60%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,09%
Prêts à taux variable	5,05%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,79%
Prêts relais	6,27%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,59%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,60%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,32%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,15%		

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Devise	Taux	Devise	Taux	Devise	Taux	Devise	Taux	Devise	Taux
1 USD/XPF	91,8078	1 NZD/XPF	67,9682	1 HKD/XPF	11,8175	1 GBP/XPF	142,4516		
100 JPY/XPF	109,4787	1 AUD/XPF	87,7762	1 SGD/XPF	69,3024	100 VUV/XPF	93,9627	1 FJD/XPF	49,8628